



Conseil de sécurité – Briefing CAAC

New York, le 25 juin 2025

Déclaration de la Suisse

Lue par Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint

Madame la Présidente,

Je vous remercie de l'organisation de ce débat sous votre présidence. Je remercie également les intervenants de leurs exposés.

Madame la Présidente,

La Suisse est profondément préoccupée par l'augmentation alarmante des violations graves commises contre les enfants dans les conflits armés. Cette tendance est intolérable, et il est de notre responsabilité collective de la renverser.

Je tiens à réitérer trois messages clés à cet égard.

Premièrement, la protection des enfants est non négociable. Pourtant, l'intensité et l'urbanisation des conflits, ainsi que l'utilisation d'armes explosives, de mines ou de sous-munitions, par exemple au Soudan, en Ukraine, dans le Territoire palestinien occupé et au Liban, ont entraîné un nombre sans précédent d'enfants blessés ou tués. Nous devons appeler d'une seule voix au respect strict du droit international, y compris des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment les principes de distinction et de proportionnalité. À cet égard, l'universalisation et la mise en œuvre des Convention d'Ottawa et d'Oslo est impérative. La protection des enfants doit être au cœur des efforts de déminage humanitaire et des programmes de sensibilisation aux risques. Nous encourageons également tous les États à rejoindre la Déclaration EWIPA.

Deuxièmement, nous sommes profondément préoccupés par la hausse des cas de déni d'accès humanitaire. Un accès sûr, rapide et sans entrave de l'aide humanitaire n'est pas seulement une nécessité vitale pour protéger les enfants, c'est aussi une obligation légale. Il ne peut être assuré que si le personnel onusien et humanitaire, y compris le personnel local, sont respectés et protégés. La **résolution 2730**, que nous avons porté devant ce conseil, doit être mise en œuvre.

Enfin, dans un contexte de pressions budgétaires et de réformes, il **est essentiel de** se rappeler des résultats tangibles obtenus grâce à l'agenda « Enfants et conflits armés ». Depuis 1999, plus de 200 000 enfants ont été libérés de forces et groupes armés et réintégrés dans leurs communautés. Cet accomplissement témoigne de l'importance de cet **agenda et de préserver ses acquis**, notamment le mécanisme de surveillance et de communication de l'information. Il est indispensable pour rendre visibles les violations, garantir la reddition des comptes et assurer une réponse efficace. La Suisse soutient ce mécanisme en Syrie et au Yémen, où elle copréside le Groupe des Amis CAAC.

Madame la Présidente,

Il est essentiel de **préserver l'indépendance, l'impartialité et la crédibilité des instruments** à notre disposition. Les critères appliqués pour inscrire ou radier des parties responsables de violations graves dans les annexes du rapport annuel doivent être clairs, cohérents et objectifs.

Je souhaite conclure en partageant les mots de Grace Akallo, enlevée durant son enfance par un groupe armé en Ouganda. Elle déclare: « Le mandat Enfants et Conflits armés nous donne de l'espoir — il attire l'attention sur nos souffrances et pousse le monde à protéger les enfants pris dans la guerre. » La Suisse poursuivra son engagement en ce sens.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Madam President,

Thank you for organising this debate under your Presidency. I would also like to thank the speakers for their presentations.

Madame President,

Switzerland is deeply concerned about the alarming increase in grave violations committed against children in armed conflict. This trend is unacceptable, and it is our collective responsibility to reverse it.

I would like to reiterate three key messages in this regard.

Firstly, the protection of children is non-negotiable. Yet the intensity and urbanisation of conflicts, as well as the use of explosive weapons, mines and submunitions, as in Sudan, Ukraine, the Occupied Palestinian Territory and Lebanon, have resulted in an unprecedented number of children being injured or killed. We must call with one voice for strict respect for international law, including human rights and international humanitarian law, in particular the principles of distinction and proportionality. In this regard, the universalisation and implementation of the Ottawa and Oslo Conventions is imperative. The protection of children must be at the heart of humanitarian demining efforts and risk awareness programmes. We also encourage all States to endorse the EWIPA Declaration.

Secondly, we are deeply concerned about the increase in cases of denial of humanitarian access. Safe, rapid and unimpeded access for humanitarian aid is not only a vital necessity to protect children, but also a legal obligation. It can only be ensured if UN and humanitarian personnel, including local staff, are respected and protected. Resolution 2730, which we brought before this Council, must be implemented.

Finally, in a context of budgetary pressures and reforms, it is essential to remember the tangible results achieved through the Children and Armed Conflict agenda. Since 1999, more than 200,000 children have been released from armed forces and groups and reintegrated into their communities. This achievement underscores the value of the Children and Armed Conflict agenda and the importance of preserving its key gains — particularly the monitoring and reporting mechanism. This mechanism plays a vital role in identifying violations, promoting accountability, and enabling effective responses. Switzerland actively supports its implementation in Syria and Yemen, where it co-chairs the Group of Friends on Children and Armed Conflict.

Madam President

It is essential to preserve the independence, impartiality and credibility of the instruments at our disposal. The criteria applied for listing or delisting parties responsible for serious violations in the annexes to the annual report must be clear, consistent and objective.

I would like to conclude by sharing the words of Grace Akallo, who was abducted as a child by an armed group in Uganda and said: 'The Children and Armed Conflict mandate gives us hope — it draws attention to our suffering and pushes the world to protect children caught up in war.' Switzerland will continue its commitment in this regard.

Thank you.